

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET COMPETITIVITE DES PME AU CAMEROUN

BUSINESS ENVIRONMENT AND COMPETITIVENESS OF SMES IN CAMEROON.

Yves Patrice ETOGO NYAGA

Enseignant chercheur

Université de Ngaoundéré – Cameroun

Email : etogo_nyaga@yahoo.fr

Résumé :

Le présent article a pour objectif d'analyser l'influence de l'environnement des affaires sur la compétitivité des PME au Cameroun. L'on fait usage du modèle probit ordonné. Les résultats des travaux montrent que nombre de variables de l'environnement des affaires ont une influence positive et significative sur la compétitivité des PME à savoir : le « niveau d'accès au crédit »; la « simplification des formalités administratives », le « niveau d'infrastructures ». En revanche, le « niveau des impôts » et le « niveau de corruption » ont une influence négative et significative sur la compétitivité des PME.

Mots clé : environnement des affaires, compétitivité, PME, probit ordonné.

Classification JEL : E26; L26; M21, O43.

Abstract:

The objective of this article is to analyze the influence of the business environment on the competitiveness of SMEs in Cameroon. We use the ordered probit model. The results of the work show that a number of variables in the business environment have a positive and significant influence on the competitiveness of SMEs, namely : the "level of access to credit", the "simplification of administrative formalities", the "level of infrastructure". On the other hand, the "level of taxes" and the "level of corruption" have a negative and significant influence on the competitiveness of SMEs.

Key words: business environment, competitiveness, SMEs, ordered probit.

JEL Classification : E26; L26; M21, O43.

Introduction

La compétitivité des PME ¹ (Petites et Moyennes Entreprises) reste vitale tant au niveau macroéconomique qu'au niveau individuel de l'entreprise (INS, 2010). Au niveau macroéconomique, cette compétitivité apparaît comme une condition essentielle pour une insertion réussie des pays dans l'économie mondiale, surtout pour les PVD (Pays en Voie de Développement) qui restent à la traîne (ONU, 2014). Au niveau individuel de l'entreprise, la compétitivité permet d'être mieux armé pour rivaliser avec la concurrence. Or la compétitivité des PME reste tributaire en grande partie de l'environnement des affaires (ONU, op. cit. ; INS, op. cit. ; Demick & O'Reilly, 2003). Sur le plan opérationnel, l'environnement des affaires inclut des domaines tels que la réglementation et la fiscalité des entreprises, les lois, l'ordre, le judiciaire, les infrastructures et les services financiers (Fries, Lysenko & Polanec, 2004) qui affectent la rentabilité et les risques associés aux investissements.

Cependant, de façon générale dans les PVD, les entreprises évoluent dans un environnement des affaires plus difficile que celui des pays développés (Hinh, Dimitris & Hoa, 2010). En l'occurrence, World Bank (2019) montre dans le Doing Business² 2019 que, dans tous les domaines de l'environnement des affaires, les pays d'Afrique Subsaharienne ont des scores plus mauvais que ceux de la majorité des pays les plus avancés. Les écarts les plus importants sont observés notamment sur le plan du commerce transfrontalier avec 46 points d'écart (sur un total de 100 points), ou le raccordement à l'électricité avec 36 points d'écart. De façon plus précise, dans le Doing Business 2019, le Cameroun présente un mauvais visage avec un classement général au 166^{ème} rang sur 190 pays et un recul de 3 places par rapport à l'année précédente 2018. Spécifiquement, le pays est classé 186^{ème} sur 190 sur le plan du commerce

¹ Bien qu'il n'existe pas de définition universelle de la PME (Petites et Moyennes Entreprises), certaines caractéristiques sont généralement admises pour ce type d'entreprises : une petite taille ; une forte proximité des acteurs dans un réseau régional ; un système d'information interne simple et de plus en plus formalisé ; une capacité d'innover rapidement pour s'adapter au marché ; une proximité entre patron et employés, qui se traduit par une structure plate et des niveaux hiérarchiques réduits.

Dans la présente étude, une définition des PME dérivée de la loi N° 2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des PME au Cameroun sera adoptée. Ladite définition est basée sur deux principaux critères : la PME camerounaise sera considérée comme une entreprise, employant moins de 100 personnes, et ayant un capital social de moins d'un milliard de francs CFA (1 euro = 655,957 francs CFA).

² Selon ONU (2014), le Doing Business s'intéresse à plusieurs dimensions importantes du cadre réglementaire applicable aux entreprises locales. Il présente des évaluations chiffrées des réglementations applicables aux petites et moyennes entreprises locales dans dix (10) domaines, à savoir la création d'entreprises, l'obtention de permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de crédit, la protection des investisseurs, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et le règlement de l'insolvabilité.

transfrontalier, 182^{ème} dans le domaine du paiement des taxes, 176^{ème} en ce qui concerne le transfert de propriété ou encore 166^{ème} en matière d'exécution des contrats.

Dès lors, il apparaît une situation paradoxale entre cet environnement des affaires plutôt difficile et le dynamisme des PME au Cameroun qui n'est plus à démontrer, dans la mesure où ce type d'entreprises représente plus de 90% du tissu économique national et plus de 34% du PIB (INS, 2010). Cette importance des PME pour le tissu économique du pays se conjugue avec une grande activité dans un contexte où les uns et les autres doivent rivaliser avec la concurrence, et donc doivent faire preuve de compétitivité, alors que l'environnement des affaires apparaît comme étant plutôt défavorable. Ceci suscite des interrogations dans la mesure où contrairement à ce que prévoit la théorie (Demick & O'Reilly, 2003 ; INS, op. cit.), il apparaît un contraste entre d'une part ce dynamisme et cette grande activité des PME qui se combinent avec une grande rivalité et une compétitivité entre les entreprises et d'autre part cet environnement des affaires plutôt difficile. Dans ce contexte, l'on peut subséquemment s'interroger sur l'influence réelle de l'environnement des affaires sur la compétitivité des PME au Cameroun. Ainsi, l'objectif du présent article est d'analyser l'influence de l'environnement des affaires sur la compétitivité des PME au Cameroun.

Et de ce qui précède, il se dégage un premier intérêt de l'étude à savoir, celui de contribuer à mieux maîtriser les leviers de l'environnement des affaires tant décrié dans le pays, qui peuvent permettre d'améliorer la compétitivité des PME, une aubaine pour une meilleure insertion des PVD et en particulier du Cameroun dans la mondialisation. Un second intérêt que revêt la présente étude se situe dans le fait qu'elle procède de l'appréhension des mécanismes pouvant conduire à l'amélioration des performances des PME, énormes sources de revenus, de croissance et d'emplois surtout dans les PVD (Pays en Voie de Développement) où sévit une grande pauvreté.

Par la suite, le présent article va s'attarder successivement sur les présentations de la revue de la littérature, de l'approche méthodologique, des résultats et de la conclusion.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Selon ONU (2014), l'environnement des affaires recouvre trois dimensions :

- une dimension institutionnelle et de gouvernance, qui est liée à l'existence des lois et réglementation qui favorisent la protection des droits de propriété indispensable pour l'émergence et le développement d'un secteur privé dynamique ;
- une dimension infrastructurelle, qui inclut l'accès aux infrastructures physiques (eau, énergie, routes, etc.), financières et technologiques ;
- une dimension macroéconomique, qui est liée à la stabilité du cadre macroéconomique avec une capacité de résilience aux chocs endogènes et exogènes.

Premièrement, sur le plan institutionnel, l'environnement des affaires influence la compétitivité des entreprises, sans nécessairement faire une restriction sur les PME, à travers le rôle de la fiscalité, des procédures administratives, de la corruption.

Concernant le rôle de la fiscalité, un consensus se dégage dans la littérature relativement à l'impact négatif des charges fiscales sur la compétitivité des entreprises (Martin & Trannoy, 2019 ; Oliva, 2014 ; OCDE, 2009). Pour Martin & Trannoy (2019) les impôts sur la production en particulier font partie des impôts les plus nocifs pour la compétitivité des entreprises. De même, OCDE (2009) arrive à la conclusion selon laquelle l'amélioration de la compétitivité des entreprises passe nécessairement par des allègements fiscaux. Aussi, certains auteurs s'intéressent à l'influence des procédures administratives sur la compétitivité à l'exemple de Ben Mlouka & Sahut (2008), ou encore de Battini (2006). Ben Mlouka & Sahut (op. cit.), dans le cadre des entreprises tunisiennes et Battini (op. cit.), dans le cadre français, montrent que la facilitation des procédures administratives a une influence positive sur la compétitivité des entreprises. En revanche, INS (2018) met en évidence l'impact négatif de la corruption sur la compétitivité des entreprises camerounaises.

Deuxièmement, relativement à la dimension infrastructurelle de l'environnement des affaires, la littérature analyse les effets sur la compétitivité, de variables telles que la fourniture des services publics comme l'énergie, la qualité des infrastructures en général, la mise en place de l'infrastructure financière, la création des agglomérations d'activités (pôles de compétitivité) par l'Etat, la mise à disposition de conditions globales de soutien à la recherche. Ainsi, Bureau, Fontagné & Martin (2013) analysent les effets de la disponibilité de l'énergie sur la compétitivité des entreprises françaises. À partir d'un travail économétrique original portant sur les exportations des entreprises françaises, les auteurs estiment qu'une hausse de 10 % des

prix de l'électricité en France réduirait la valeur des exportations en moyenne de 1, 90 % et qu'une même augmentation du prix du gaz les réduirait de 1, 10 %. La perte de compétitivité est sensiblement plus marquée pour les plus gros exportateurs, particulièrement dans les secteurs fortement dépendants de l'énergie. De façon plus générale, Ben Mlouka & Sahut (2008) mettent en évidence le fait que la qualité des infrastructures de toutes sortes (routières, énergétiques, de service public), constitue un facteur (ou un obstacle³) important de la compétitivité des entreprises tunisiennes. En revanche, Battini (2006) fait ressortir en particulier le rôle de l'infrastructure financière (qui englobe tout le dispositif du système financier permettant aux entreprises de se financer) qui concoure à la compétitivité des entreprises françaises. A côté de cela, la mise à disposition de conditions globales de soutien à la recherche et développement apparaît comme un facteur de compétitivité notamment dans les travaux de Essia (2012) au Nigeria, de Delaplace (2011) et OCDE (2009) en France, ou encore de Yan (2010) en Chine. Au demeurant, des auteurs tels que Colovic (2013), Charreire Petit, Cusin & Loubaresse (2013), Gallaud (2006) ou encore Porter (1993) font ressortir l'importance de la mise en place notamment par l'Etat d'un type d'infrastructures particulières pour favoriser la compétitivité : il s'agit des agglomérations d'activités appelées précisément « pôles de compétitivité » ou encore « clusters ». Ces pôles de compétitivité constituent la combinaison sur un territoire donné d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche qui travaillent en partenariat de façon à dégager une synergie. Ladite synergie est précisément la source de la compétitivité recherchée.

Troisièmement, en rapport avec la dimension macroéconomique de l'environnement des affaires, certaines conditions globales de l'économie sont reconnues par la littérature comme ayant une influence réelle sur la compétitivité des entreprises. Tel est le cas entre autres, du taux de change, de l'inflation ou encore de l'ouverture commerciale. OCDE (2002) montre que l'appréciation du taux de change en termes réels est préjudiciable à la compétitivité des entreprises. De même, l'inflation apparaît également comme un élément ayant une influence négative sur la compétitivité notamment dans les travaux de Noureddine (2010). En revanche, Bouri (2015), conclut à partir de données de pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, que l'ouverture commerciale, mesurée par le ratio (Exportations + Importations) / (Produit Intérieur Brut), est un facteur important de la compétitivité.

³ Lorsque la qualité des infrastructures est mauvaise.

II. CADRE METHODOLOGIQUE

Il comprend la méthode d'évaluation (2.1) et la présentation des données (2.2).

2.1. Méthode d'évaluation

L'objectif du présent papier est d'analyser l'influence de l'environnement des affaires sur la compétitivité des PME au Cameroun. Cette dernière est généralement définie comme la capacité d'une entreprise à faire face à la concurrence (Chiappini, 2011). De façon opérationnelle, la compétitivité peut être saisie par une échelle de gradation de niveaux variables (ITCEQ, 2018 ; Ananga Onana, Bikay Bi Batoum & Wanda, 2013 ; Ben Mlouka & Sahut, 2008). Ainsi, à l'image de ITCEQ (2018), l'approche de mesure de la compétitivité adoptée dans la présente étude fait recours à une échelle de Likert à trois niveaux de gradation à savoir : 1- Faible ou nulle (pour une compétitivité faible ou nulle) ; 2- Moyenne (pour une compétitivité moyenne) ; 3- Elevée (pour une compétitivité élevée)⁴. Ceci suggère l'usage d'un modèle probit multinomial ordonné, dans la mesure où il s'agit d'expliquer la probabilité de survenue d'une des trois situations de compétitivité de l'entreprise précédemment présentées.

Aussi, en dehors de l'influence de l'environnement des affaires sur la compétitivité qui a été mise en exergue plus haut, la littérature reconnaît également l'influence des caractéristiques de la firme ou du dirigeant (Ben Mlouka & Sahut, op. cit. ; Ananga Onana *et al.*, 2013). De ce fait, le modèle adopté sera de la forme :

$$Y_i = \beta_1 + \beta_2 D_i + \beta_3 F_i + \beta_4 E_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

Où :

- Y_i est la situation de l'entreprise en matière de compétitivité et est codée : $Y_i = 1$ pour une entreprise à compétitivité « faible ou nulle », $Y_i = 2$ pour une entreprise à compétitivité « moyenne », $Y_i = 3$ pour une entreprise à compétitivité « élevée ».

⁴ La similitude de la présente étude avec celle d'ITCEQ (2018) concerne ce nombre de 3 niveaux de l'échelle ainsi que leur contenu. Cependant, les intitulés précis ne sont pas les mêmes, puisque ceux adoptés dans le cadre de la présente étude découlent de l'enquête source des données sur laquelle l'on revient par la suite, alors que les intitulés de l'étude d'ITCEQ (2018) sont : 1 – peu ou pas compétitif ; 2 – assez compétitif ; 3 – compétitif.

- Les vecteurs D_i , F_i et E_i sont les représentations des caractéristiques respectivement du dirigeant, de la firme et de l'environnement des affaires⁵.

2.2. La présentation des données

Les données sont issues d'une enquête réalisée en 2012 par l'Université de Yaoundé II (Cameroun), en collaboration avec le Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires de Trust Africa. Ladite enquête a été relative à l'influence du genre des managers sur la performance de leur PME et a été menée dans les villes de Douala et Yaoundé.

Selon INS⁶ (2010), le RGE (Recensement Général des Entreprises) de 2009 a révélé que 60% des 93 969 entreprises camerounaises se retrouvent dans ces villes citées plus haut. Donc, Douala et Yaoundé donnent une idée assez conséquente du paysage des entreprises dans le pays.

Le fichier du RGE précédemment évoqué a servi de base de sondage. Ledit fichier a révélé que 35, 1% des entreprises camerounaises sont concentrées à Douala contre 23, 9% à Yaoundé. La méthode des quotas a permis de déterminer le nombre d'entreprises à enquêter dans chaque ville. L'échantillon se répartit comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1 : Bilan des questionnaires administrés et retenus après traitement.

	Douala		Yaoundé		Total	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Questionnaires administrés	550	57,89%	400	42,10%	950	100%
Questionnaires retenus	503	57,22%	376	42,78%	879	100%

Source : Calculs de l'auteur.

Tableau 2 : Les variables utilisées.

Variables	Définitions
Caractéristiques socio-démographiques du manager	
Sexe	Indique le sexe du manager. Cette variable est codée : 0 = masculin ; 1 = féminin
Années d'expérience du manager (EXPER) ⁷	Indique le nombre d'années d'expérience du manager
Niveau d'instruction (INSTRU)	Indique le niveau d'instruction du manager. Cette variable est codée :

⁵ Plus bas, dans la partie réservée à la présentation des données, l'on revient plus en détails sur ces différentes variables.

⁶ INS est l'abréviation d'Institut National de la Statistique du Cameroun.

⁷ Pour une variable, la mention entre parenthèse représente à chaque fois la notation retenue pour la variable considérée.

	1 = Sans Niveau ; 2 = Primaire ; 3 = Secondaire 1 ^{er} Cycle ; 4 = Secondaire 2 ^{ème} Cycle ; 5 = Supérieur
Formation complémentaire (COMPL)	Indique si le dirigeant a suivi ou pas une formation complémentaire. (ex : Informatique, comptabilité, gestion,...). Cette variable est codée : 1 = Oui ; 0 = Non
Caractéristiques de l'entreprise	
Formalisation (FORMEL)	Indique si l'entreprise relève du secteur formel ou alors du secteur informel. Cette variable est codée : 1 = formel ; 0 = informel
Age de l'entreprise (AGE)	Indique l'âge de l'entreprise
Marché principal (MARCHE)	Indique si le marché principal d'écoulement du produit de l'entreprise est national et international ou alors exclusivement national. Cette variable est codée : 1 = national et international ; 0 = exclusivement national.
Innovation (INNOVATION)	Indique l'appréciation (par le manager) du niveau d'innovation de l'entreprise : 1 = Faible ou nul ; 2 = Moyen ; 3 = Elevé.
Diversification des produits (DIVERSIFICATION)	Indique l'appréciation (par le manager) du niveau de diversification des produits de l'entreprise : 1 = Faible ou nul ; 2 = Moyen ; 3 = Elevé.
Caractéristiques de l'environnement des affaires	
Appréciation par le dirigeant des caractéristiques de l'environnement des affaires ⁸	Indique l'appréciation par le dirigeant des caractéristiques de l'environnement des affaires. Cette variable est codée : 1 = Faible ; 2 = Moyen ; 3 = Elevé.

Source : Construction de l'auteur

Tableau 3 : Quelques statistiques sur les variables utilisées.

Variables	MEDIANE (MODE) ⁹
Caractéristiques socio-démographiques du manager	
Sexe	0 (0)
Années d'expérience du dirigeant	15, 09 (6, 401)
Niveau d'instruction	2 (2)
Formation complémentaire	1 (1)
Caractéristiques de l'entreprise	
Formalisation	0 (0)
Age de l'entreprise	14, 96 (6, 030)
Marché principal	0 (0)
Innovation	2 (2)
Diversification	2 (1)
Caractéristiques de l'environnement des affaires	
Conjoncture économique	2 (1)
Impôts	3 (3)
Corruption	3 (3)
Accès au crédit	3 (3)
Formalités administratives	1 (1)
Infrastructures	1 (1)
Fonctionnement de la justice	1 (1)

Source : Construction de l'auteur

⁸ Ces caractéristiques incluent notamment : la qualité (niveau) de la conjoncture économique (CONJONCTURE), le niveau des impôts (IMPOTS), le niveau de corruption (CORRUPTION), le niveau d'accès au crédit (CREDIT) ; la simplification des formalités administratives (FORMALITES), le niveau des infrastructures (INFRA), le niveau de bon fonctionnement de la justice (JUSTICE). La mention entre parenthèses représente à chaque fois la notation retenue pour la variable considérée.

⁹ Cependant pour le nombre d'années d'expérience du dirigeant et l'âge de l'entreprise, au lieu du mode (et de la médiane entre parenthèses), l'on donne plutôt la moyenne (et l'écart-type entre parenthèses).

III. RESULTATS ET INTERPRETATIONS

L'estimation du modèle (1) présenté plus haut a donné les résultats du tableau 4 et les effets marginaux sont présentés dans le tableau 5.

Ainsi le modèle a une significativité de 1% ($\text{Prob} > \chi^2 = 0,000$).

Pour ce qui est des variables d'intérêt à savoir celles se rapportant à l'environnement des affaires, certaines ont une influence positive et significative sur la compétitivité des PME à savoir « une bonne perception » : du « niveau d'accès au crédit »; de la « simplification des formalités administratives », du « niveau d'infrastructures », qui ont des coefficients significatifs respectivement à 10% ; 5% et 1%.

Tableau 4 : Résultats de l'estimation du modèle (1) :

	Coefficients	P-Value
SEXE	0,1299382	0,153
EXPER	0,0329923***	0,002
INSTRU	0,24608***	0,000
COMPL	0,4751323***	0,000
FORMEL	0,1791011	0,169
AGE	0,066528***	0,000
MARCHE	0,553476***	0,001
INNOVATION	0,1584008**	0,027
DIVERSIFICATION	-0,0303654	0,598
CONJONCTURE	-0,0730529	0,352
IMPOTS	-0,6382894***	0,000
CORRUPTION	-0,5346266***	0,000
CREDIT	0,3647732*	0,095
FORMALITES	0,1733513**	0,014
INFRAS	0,6728295***	0,002
JUSTICE	0,0404174	0,615
/cut1	1,796614	-0,2996367
/cut2	3,816855	1,714997
Nombre d'observations 879	$\text{Prob} > \chi^2 = 0,000$	Pseudo $R^2 = 0,3598$

Source : calcul de l'auteur à partir des données d'enquête

Note : *, **, *** indiquent respectivement les significativités à 10%, 5%, 1%.

En l'occurrence, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations¹⁰ de chacune de ces variables diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne ou élevée. Ainsi, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations du « niveau d'accès au crédit » diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle de 10, 20% et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité

¹⁰ A titre de rappel, 1 = Faible ; 2 = Moyen ; 3 = Elevé.

élevée de 7, 28%. De même, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations de la « simplification des formalités administratives », diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle de 4, 85% et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne de 1, 39% et une compétitivité élevée de 3, 46%. En outre, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations du « niveau d'infrastructures », diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle de 18, 81% et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne de 5, 38% et une compétitivité élevée de 13, 43%.

Tableau 5 : Effets marginaux du modèle (1) :

		Effets Marginaux	P-Value
SEXE			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0363216	0,154
	Moyenne	0,0103837	0,181
	Elevée	0,0259379	0,154
EXPER			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0092223***	0,002
	Moyenne	0,0026365**	0,016
	Elevée	0,0065858***	0,002
INSTRU			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0687867***	0,000
	Moyenne	0,0196649***	0,002
	Elevée	0,0491218***	0,000
COMPL			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,1328137***	0,000
	Moyenne	0,0379691***	0,002
	Elevée	0,0948446***	0,000
FORMEL			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0500641	0,169
	Moyenne	0,0143125	0,194
	Elevée	0,0357517	0,170
AGE			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0185966***	0,000
	Moyenne	0,0053164***	0,001
	Elevée	0,0132801***	0,000
MARCHE			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,1547131***	0,001
	Moyenne	0,0442298**	0,013
	Elevée	0,1104834***	0,001
INNOVATION			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0442778**	0,028
	Moyenne	0,0126582*	0,058
	Elevée	0,0316195**	0,028
DIVERSIFICATION			
Compétitivité	Faible ou nulle	0,0084881	0,598
	Moyenne	-0,0024266	0,601
	Elevée	-0,0060615	0,598
CONJONCTURE			
Compétitivité	Faible ou nulle	0,0204205	0,352
	Moyenne	-0,0058379	0,364
	Elevée	-0,0145826	0,353
IMPOTS			
Compétitivité	Faible ou nulle	0,178421***	0,000
	Moyenne	-0,0510075***	0,004
	Elevée	-0,1274136***	0,000
CORRUPTION			
Compétitivité	Faible ou nulle	0,1494442***	0,000
	Moyenne	-0,0427235***	0,008
	Elevée	-0,1067207***	0,000
CREDIT			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,101965*	0,097
	Moyenne	0,02915	0,136

	Elevée	0,072815*	0,094
FORMALITES			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0484569**	0,015
	Moyenne	0,013853**	0,040
	Elevée	0,0346039**	0,015
INFRAS			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,188076***	0,002
	Moyenne	0,0537677**	0,021
	Elevée	0,1343084***	0,002
JUSTICE			
Compétitivité	Faible ou nulle	-0,0112979	0,615
	Moyenne	0,0032299	0,618
	Elevée	0,008068	0,615

Source : calcul de l'auteur à partir des données d'enquête

Note : *, **, *** indiquent respectivement les significativités à 10%, 5%, 1%.

Ces résultats confirment ceux de Ben Mlouka & Sahut (2008) en particulier sur l'influence de la facilitation des formalités administratives et la qualité des infrastructures sur la compétitivité. Aussi, comme chez Battini (2006), ces résultats montrent l'importance de l'accès au crédit et autres facilités financières pour la compétitivité des entreprises.

Du reste, d'autres variables liées à l'environnement des affaires ont une influence négative sur la compétitivité des PME ; tel est le cas de la perception qu'ont les managers du « niveau des impôts » et du « niveau de corruption ». Les coefficients de ces variables sont négatifs et significatifs à 1 %. De fait, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations de chacune de ces variables augmente la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle et diminue la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne ou élevée.

En particulier, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations du « niveau des impôts » augmente la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle de 17, 84% et diminue la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne de 5, 10% et une compétitivité élevée de 12, 74%. Pareillement, l'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations du « niveau de corruption » augmente la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle de 14, 94% et diminue la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne de 4, 27% et une compétitivité élevée de 10, 67%.

Ceci renforce les conclusions des travaux de INS (2018) qui met en évidence l'impact négatif spécifiquement de la corruption sur la compétitivité des entreprises camerounaises. Du reste, à la suite de Nohoua (2016), l'on pourrait rappeler que les impôts constituent pour l'entreprise une charge qui diminue son profit, alors qu'elle est fondée sur le mobile de maximisation du

profit. Plus le niveau des impôts s'élève, moins les entreprises réalisent des marges, ce qui diminue d'autant leur compétitivité.

Relativement aux variables de contrôle et qui ne font pas partie de l'environnement des affaires, l'on note une influence positive et significative du « niveau d'innovation » sur la compétitivité. L'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations du « niveau d'innovation » diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle de 4,43% et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne de 1,27% et une compétitivité élevée de 3,16%. Ainsi, comme dans le cadre de l'étude de ITCEQ (2018), le rôle de l'innovation dans la compétitivité des entreprises est mis en exergue.

D'autres variables de contrôle ont une influence positive et significative sur la compétitivité et principalement l'expérience professionnelle, l'instruction et la formation complémentaire du manager, l'âge de l'entreprise, l'accès de l'entreprise au marché des exportations. De fait, l'augmentation du niveau de chacune de ces variables diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne ou élevée. L'on a ainsi notamment une confirmation de l'influence du capital humain (Becker, 1975) du manager ou de l'accès au marché des exportations (Bigsten, Collier, Dercon, Fafchamps, Gauthier & Gunning, 2000) sur la performance et donc la compétitivité de l'entreprise.

Conclusion

Le présent article avait pour objectif d'analyser l'influence de l'environnement des affaires sur la compétitivité des PME au Cameroun. L'on a notamment eu recours au modèle probit ordonné. Les résultats des travaux montrent que nombre de variables de l'environnement des affaires ont une influence positive et significative sur la compétitivité des PME à savoir « une bonne perception » : du « niveau d'accès au crédit », de la « simplification des formalités administratives », du « niveau d'infrastructures ». L'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations de chacune de ces variables diminue la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle et augmente la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne ou élevée.

Toutefois, une autre catégorie de variables a une influence négative et significative sur la formalisation des PME à savoir le « niveau des impôts » et le « niveau de corruption ». L'augmentation d'un point sur l'échelle des appréciations de chacune de ces variables

augmente la probabilité d'avoir une compétitivité faible ou nulle et diminue la probabilité d'avoir une compétitivité moyenne ou élevée.

Ces résultats suggèrent que les autorités institutionnelles devraient entreprendre davantage d'efforts dans le pays pour améliorer l'environnement des affaires qui du reste a suffisamment été décrié à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières nationales. Une amélioration dudit environnement des affaires devrait en effet permettre au Cameroun de mieux bénéficier du potentiel de création de revenus et d'emplois dont sont pourvus les PME, et de connaître une meilleure insertion dans la mondialisation.

BIBLIOGRAPHIE

Ananga Onana, A., Bikay Bi Batoum, J. & Wanda, R. (2013). Les Déterminants De La Compétitivité Des Franchises Internationales : Une Analyse Empirique Du Cas Du Cameroun. *Revue Congolaise de Gestion*, 2(18), 9-44.

Battini, P. (2006). Premières Interrogations Concernant Les Pôles De Compétitivité. *Vie & Sciences de l'Entreprise*, 1(170- 171), 116- 133.

Becker, G.S. (1975). *Human capital : A theoretical and empirical analysis, with special reference to education.* (2nd ed.). National Bureau of Economic Research, New York, NY : Columbia University Press.

Ben Mlouka, S. & Sahut, J.-M. (2008). La Taille Est-Elle un Facteur Déterminant de La Compétitivité des Entreprises. *La Revue des Sciences de Gestion*, 5(233), 77- 86.

Bigsten, A., Collier, P., Dercon, S., Fafchamps, M., Gauthier, B. & Gunning, J. W. (2000). *Exports and firm-level efficiency in African manufacturing.* École des hautes études commerciales, Centre d'études en administration internationale.

Bouri, S. (2015). *Les déterminants de l'Investissement Direct Etranger : Evidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011).* Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université Abou Bakr Belkaid-Tlemcen, Algérie.

Bureau, D., Fontagné, L. & Martin, P. (2013). *Energie et Compétitivité.* Notes du Conseil d'Analyse Economique, 6(6), 1- 12.

Charreire Petit, S., Cusin, J. & Loubaresse, E. (2013). Apprendre malgré l'échec : le cas d'une inéligibilité à la labellisation « pôle de compétitivité. *Management international/ International Management / Gestión Internacional*, 17(4), 104–120.

Chiappini, R. (2011). *Compétitivité, Stratégies et Performances Commerciales : Une Application à la Zone Euro.* Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université Montesquieu - Bordeaux IV, France.

Colovic, A. (2013). Le rôle des pôles de compétitivité dans l'internationalisation des PME : une étude exploratoire. *Management international / International Management / Gestión Internacional*, 18(1), 138–152.

- Delaplace, M. (2011). La Politique des Pôles de Compétitivité : la Question de l'Articulation Entre Compétitivité des Entreprises et Compétitivité des Territoires. *Géographie, Economie, Société*, 13, 255- 271.
- Demick, D. & O'Reilly, A. (2003). Supporting SME Internationalization : A Collaborative Project for Accelerated Export Development. *Irish Marketing Review*, 13(1), 34-45.
- Essia, U. (2009). Business Environment and competitiveness in Nigeria- Considerations for Nigeria's Vision 2020. *International Research Journal of Finance and Economics*, 97, 44- 54.
- Fries S., Lysenko T. & Polanec S. (2004). Environnement Des Affaires Et Performance De L'entreprise Dans Les Economies En Transition : Enseignements Tirés D'une Enquête Représentative. *Revue d'économie du développement*, 12(3), 155 – 195.
- Gallaud, D. (2006). Les Pôles de Compétitivité : Une Réponse Industrielle Française à la Mondialisation ?. *Vie & sciences de l'entreprise*, 1(170 – 171), 39 - 63.
- Hinh, T.D., Dimitris, A.M. & Hoa, B.N. (2010). The binding constraint on firms' growth in developing countries. *Policy Research Working Paper No5485*.
- INS (2010). Principaux résultats du Recensement Général des Entreprises de 2009. INS, Yaoundé.
- INS (2018). Deuxième Recensement General des Entreprises en 2016 (Rge-2), Rapport principal. INS, Yaoundé.
- ITCEQ (2018). Climat des affaires et Compétitivité des entreprises : Résultats de l'enquête 2016. Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives, Tunis, Tunisie.
- Martin, P. & Trannoy, A. (2019). Les Impôts sur (ou Contre) la Production. *Notes du Conseil d'Analyse Economique*, 5(53), 1- 12.
- Nohoua, T. (2016). Les déterminants de la disposition des managers à formaliser les PME informelles en Côte d'Ivoire. *Études Caribéennes*, 35, 1-32.
- Noureddine, A. (2010). La localisation et l'attractivité territoriale des investissements directs étrangers : essai de modélisation économétrique. Thèse Doctorat en Sciences Economiques, Université Ibn Zohr, Maroc.
- OCDE (2002). II Performance et Politique Macroéconomiques. *Études économiques de l'OCDE*, 21(21), 43- 95.

OCDE (2009). Chapitre 3 : Le Défi de Redressement de la Compétitivité Française. Études économiques de l'OCDE, 5(5), 67- 11.

Oliva, E. (2014). Compétitivité et Impôt, Ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain !. Pouvoirs, 4(151), 99- 115.

ONU (2014). Rapport sur l'amélioration du Climat des Affaires en Afrique Centrale. Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique.

Porter, M., (1993). L'avantage concurrentiel des nations. Inter Éditions, Paris.

World Bank (2019). Doing Business 2019 : Training for Reform. A World Bank Group Flagship Report, International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 1818 H Street NW, Washington DC.

Yan, S. (2010). Competitive Strategy and Business Environment: The Case of Small Enterprises in China. Asian Social Science, 6(11), 64- 71.